



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/AC.109/L.1868
17 juin 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ÉTUDIER LA
SITUATION EN CE QUI CONCERNE
L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION
SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

RAPPORT DU BUREAU À COMPOSITION NON LIMITÉE

Président : M. Utula Utuoc SAMANA
(Papouasie-Nouvelle-Guinée)

1. Le Bureau à composition non limitée a tenu sa 3e séance le 17 juin 1997.

1. Question de la tenue d'une série de réunions hors Siège

2. Le Bureau a rappelé à ce sujet que l'Assemblée générale, au paragraphe 6 de sa résolution 1654 (XVI) du 27 novembre 1961, a autorisé le Comité spécial à se réunir en tout autre lieu qu'au Siège de l'Organisation des Nations Unies lorsque cela pourrait être nécessaire pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses fonctions. À l'alinéa 9 du paragraphe 3 du Programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 2621 (XXV), en date du 12 octobre 1970, l'Assemblée a invité le Comité à continuer de se réunir hors Siège lorsqu'il le jugerait approprié.

3. Le Bureau a décidé de recommander au Comité d'envisager d'accepter les invitations qu'il pourrait recevoir en 1998 à ce sujet, et de prier le Secrétaire général, lorsque les détails concernant ces réunions seraient connus, de prendre les dispositions budgétaires nécessaires, conformément à la pratique établie.

2. Représentation à des séminaires, réunions et conférences
organisés par des organisations intergouvernementales ou
d'autres organisations

4. Le Bureau a proposé au Comité de recommander à l'Assemblée générale qu'elle l'autorise à continuer d'être représenté aux séminaires, réunions et conférences organisés par les organismes des Nations Unies ainsi que par les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales qui ont des activités dans le domaine de la décolonisation. Conformément à sa décision du

16 janvier 1997, si le Comité acceptait des invitations, il autoriserait son président à tenir des consultations, selon qu'il conviendrait, au sujet de sa participation à ces réunions et du niveau de représentation. Conformément à la pratique établie, le Président tiendrait des consultations avec les membres du Bureau, qui consulteraient à leur tour les membres du Comité appartenant aux différents groupes régionaux. Le Bureau à composition non limitée a également recommandé que l'Assemblée générale prenne les dispositions budgétaires nécessaires pour couvrir le coût de ces activités en 1998.

3. Plan des conférences

5. Le Bureau a noté qu'au cours de l'année le Comité s'était strictement conformé aux directives énoncées dans les résolutions de l'Assemblée générale concernant le plan des conférences, en particulier la résolution 51/211 du 18 décembre 1996. En organisant son programme de travail de façon rationnelle, en tenant de nombreuses consultations et en intégrant aux siens les travaux du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance, le Comité était parvenu à réduire sensiblement le nombre de ses séances officielles. Le Bureau a recommandé au Comité de continuer à faire une utilisation optimale et rationnelle des services de conférence.

6. Le Bureau a décidé de recommander, compte tenu du volume de travail probable du Comité spécial pour 1998, que le Comité se réunisse comme suit :

a) Comité plénier

Janvier/février	Selon les besoins
Juin/juillet	Jusqu'à 30 séances (6 à 8 par semaine)

b) Bureau

Janvier/juillet	20 séances
-----------------	------------

7. Il a été entendu que le programme ci-dessus n'exclurait pas, le cas échéant, l'organisation de réunions spéciales et que le Comité pourrait réexaminer le calendrier des réunions au début de 1998, si cela s'avérait nécessaire. Le Bureau a recommandé, compte tenu des directives de l'Assemblée générale, que le Comité s'efforce de réduire le plus possible le nombre de ses séances sans que cela l'empêche de s'acquitter de son mandat.

4. Contrôle et limitation de la documentation

8. Le Bureau a noté que le Comité avait pris, au cours de l'année, de nouvelles mesures pour contrôler et limiter sa documentation, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier les résolutions 34/50 du 23 novembre 1979, 39/68 du 13 décembre 1984 et 51/211 B du 18 décembre 1996. En vue de limiter davantage le volume de la documentation, le Groupe de travail a recommandé au Comité de simplifier le rapport qu'il présente à l'Assemblée.

9. Dans sa résolution 50/206 B du 23 décembre 1995 l'Assemblée générale a approuvé la recommandation du Comité spécial tendant à remplacer ses procès-verbaux de séance par des comptes rendus analytiques. Après avoir réexaminé les besoins dans ce domaine, le Bureau a décidé de recommander au Comité spécial de continuer de faire établir des comptes rendus analytiques.

5. Question de la liste des territoires auxquels
s'applique la Déclaration

10. Le Bureau à composition non limitée a décidé de recommander que le Comité spécial continue d'examiner cette question à sa prochaine session, sous réserve des directives que l'Assemblée générale pourrait donner lors de sa cinquante-deuxième session.

6. Décennie internationale de l'élimination du colonialisme

11. Notant que le Plan d'action de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme prévoit l'organisation de séminaires, tour à tour dans les Caraïbes et dans le Pacifique, le Bureau à composition non limitée a décidé de recommander au Comité spécial d'organiser en 1998, dans la région du Pacifique, un séminaire à l'intention des représentants de tous les territoires non autonomes de la région.

12. Le Bureau à composition non limitée a en outre décidé de recommander au Comité spécial d'inviter les organes, organismes et institutions des Nations Unies à informer le Secrétaire général des mesures qu'ils ont prises pour mettre en oeuvre la résolution 46/181 du 19 décembre 1991 relative au Plan d'action, et de soumettre un rapport à l'Assemblée à sa cinquante-troisième session.

7. Participation de représentants des territoires
non autonomes aux travaux du Comité spécial

13. Le Bureau à composition non limitée a décidé de recommander que la participation de représentants des territoires non autonomes aux travaux du Comité spécial au Siège, comme le préconise le Plan d'action de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, continue d'être facilitée grâce au remboursement par l'Organisation des Nations Unies de leurs frais de participation, en application des directives modifiées par le Comité et approuvées par l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session. À cet égard, il a décidé de recommander au Comité spécial d'examiner les directives en séance plénière en vue de les amender, si nécessaire.
